COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS ANNUELS 2018

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا
ⵜⴱⵓⵙⵙ ⵜⴰⵎⵔ ⵏ ⵓⵎⵓⵔⵓ

PRINCIPES DE LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS9

Objectif et calendrier

L'objectif de la norme IFRS 9, Instruments financiers, est d'établir des principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes visent à remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39, Instruments financiers.

Ce projet a été scindé en trois phases :

Phase 1 - Classement et évaluation des instruments financiers ;

Phase 2 - Dépréciation des actifs financiers ;

Phase 3 – Comptabilité de couverture.

Cette nouvelle norme est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (hors comptabilité de couverture). L'application est rétrospective, c'est-à-dire que le stock des instruments financiers détenus en date de première application doit être retraité conformément aux dispositions d'IFRS 9. L'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture du premier exercice d'application (soit le 1er janvier 2018). La norme ne requiert pas le retraitement des comparatifs (le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2017 restent inchangés). Cette option a été retenue par le Groupe BMCE BANK OF AFRICA.

Classification et évaluation des actifs financiers

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI »);
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- Des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- Des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié:

- D'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- D'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- Toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- Sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

Classification et évaluation des passifs financiers

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- Passif financier au coût amorti ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat:

- Dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- Si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- Si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

Dépréciation des actifs sous IFRS 9

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

Le calcul des dépréciations s'appuie sur 3 paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan);
- Probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- D'une LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).
- Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces 3 paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues.

Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
  - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
  - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

BMCE **BANK OF AFRICA**
EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES **APPLIQUÉS PAR LE GROUPE**

www.ir-bmcebankofafrica.ma

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Le Groupe a adopté la nouvelle norme IFRS 9 sur les instruments financiers et l'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture au 1er janvier 2018 sans retraitement des comparatifs, comme prévu par la norme.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 déc 2018, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition .

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparait un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2018, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur , qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI »);
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié:

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat:

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat «Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables» lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut tel que défini dans la circulaire 19G, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan);
- Probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues. Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
  - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
  - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 31 déc 2018, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Afica

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté annuel par le biais de cabinets externes.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplacera la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifiera la comptabilisation des contrats de location. Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt sur la dette. Ce traitement, actuellement appliqué aux contrats de location-financement, sera ainsi étendu aux contrats de location simple.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 déc 2018 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'ancienneté compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

Le Groupe n'a pas procédé à l'attribution d'actions au cours des exercices 2017 et 2018 au profit de ses salariés.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

EY
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

KPMG
11. Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 RABAT
Maroc

GROUPE BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDEE PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BMCE Bank of Africa et ses filiales (Groupe BMCE Bank of Africa) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 31 décembre 2018. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 23.841.510, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.808.722.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitaiton, acquis par voie de dations, pour un montant total de 5,2 milliards de dirhams au 31 décembre 2018, ramené à 4,8 milliards de dirhams à cette date suite aux cessions réalisées postérieurement au 31 décembre 2018. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2018.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank of Africa arrêtés au 31 décembre 2018, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 29 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

KPMG
Fouad LAHGAZI
Associé

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2018	01/01/2018 FTA	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**14 310 554**	**14 490 894**	**15 497 685**
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat			**34 002 616**
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	*25 104 686*	*33 808 089*	
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	*1 011 536*	*1 437 396*	
Instruments dérivés de couverture			
Actifs disponibles à la vente			**10 531 128**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	*1 402 639*	*1 335 403*	
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	*3 986 053*	*4 048 481*	
Actifs détenus jusqu'à échéance			**23 016 078**
Titres au coût amorti	**25 315 848**	**26 449 553**	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	**21 250 394**	**25 147 124**	**25 177 051**
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	**179 302 874**	**181 984 271**	**183 814 990**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Placements des acitivités d'assurance			
Actif d'impôt exigible	**783 556**	**855 725**	**855 725**
Actif d'impôt différé	**1 615 532**	**1 802 409**	**793 123**
Comptes de régularisation et autres actifs	**7 199 267**	**6 095 077**	**6 095 077**
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	**874 360**	**643 037**	**643 037**
Immeubles de placement	**3 730 378**	**3 824 439**	**3 824 439**
Immobilisations corporelles	**7 640 031**	**7 302 800**	**7 302 800**
Immobilisations incorporelles	**987 571**	**937 808**	**937 808**
Ecart d'acquisition	**1 032 114**	**852 310**	**852 310**
TOTAL ACTIF IFRS	**295 547 393**	**311 014 816**	**313 343 867**

En milliers de DH

PASSIF IFRS	31/12/2018	01/01/2018 FTA	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			**1 768 686**
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions		*37 094*	
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		*1 737 600*	
Instruments dérivés de couverture			**6 008**
Titres de créance émis	**13 582 981**	**15 101 490**	**15 101 490**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**43 725 210**	**44 958 940**	**44 958 940**
Dettes envers la clientèle	**192 474 205**	**198 783 598**	**198 783 598**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passif d'impôt courant	**769 014**	**740 856**	**740 856**
Passif d'impôt différé	**1 179 765**	**1 601 333**	**1 598 944**
Comptes de régularisation et autres passifs	**9 350 024**	**13 419 677**	**13 419 677**
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions pour risques et charges	**1 039 395**	**1 087 637**	**832 490**
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées	**9 585 289**	**11 448 754**	**11 448 754**
TOTAL DETTES	**271 705 883**	**288 916 979**	**288 659 443**
Capitaux propres			
Capital et réservers liées	**14 365 774**	**13 748 403**	**13 748 403**
Réserves consolidées			
- Part du groupe	*1 584 607*	*2 788 767*	*2 427 415*
- Part des minoritaires	*3 977 575*	*4 420 422*	*4 625 624*
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
- Part du groupe	*593 531*	*596 815*	*495 942*
- Part des minoritaires	*511 300*	*543 430*	*543 259*
Résultat de l'exercice			
- Part du groupe	*1 831 171*		*2 036 321*
- Part des minoritaires	*977 552*		*807 460*
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	**23 841 510**	**22 097 837**	**24 684 424**
TOTAL PASSIF IFRS	**295 547 393**	**311 014 816**	**313 343 867**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers de DH

Compte de Résultat IFRS	déc.-18	déc.-17
Intérêts et produits assimilés	14 934 916	14 895 644
Intérêts et charges assimilées	-5 252 749	-5 220 279
MARGE D'INTÉRÊT	**9 682 167**	**9 675 365**
Commissions perçues	2 990 545	2 732 308
Commissions servies	-477 341	-315 612
MARGE SUR COMMISSIONS	**2 513 204**	**2 416 697**
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeurs par résultat	136 275	506 845
Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	*138 632*	
Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	*-2 357*	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	226 865	
Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables		
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	*226 865*	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		228 257
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs fiancier à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produit net des autres activités	1 137 982	1 036 084
Charges des autres activités	-463 024	-495 692
PRODUIT NET BANCAIRE	**13 233 468**	**13 367 556**
Charges générales d'exploitation	-7 194 827	-7 015 278
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-620 980	-747 408
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**5 417 661**	**5 604 869**
Coût du risque	-1 833 379	-1 794 180
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**3 584 281**	**3 810 689**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	61 804	12 827
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6 210	14 815
Variations de valeur des écarts d'acquisition		1
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	**3 652 295**	**3 838 333**
Impôt sur les résultats	-843 574	-994 550
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession		
RÉSULTAT NET	**2 808 722**	**2 843 783**
Résultat Hors-groupe	977 552	807 460
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	**1 831 170**	**2 036 323**

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	déc.-18	déc.-17
Résultat net	**2 808 722**	**2 843 781**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	**28 168**	**-31 826**
Écarts de conversion	28 168	-31 826
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Ecarts de réévaluation		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	**-63 583**	**1 080 821**
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis		-49 166
Eléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-63 583	1 129 987
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-35 415**	**1 048 995**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**2 773 307**	**3 892 776**
Part du groupe	1 827 885	2 542 057
Part des intérêts minoritaires	945 422	1 350 719

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2016 corrigés	**1 794 634**	**11 504 456**		**4 970 436**	**-9 794**	**18 259 732**	**5 322 955**	**23 582 687**
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2016	**1 794 634**	**11 504 456**		**4 970 436**	**-9 794**	**18 259 732**	**5 322 955**	**23 582 687**
Opérations sur capital		449 313		-449 313				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-523 494	-1 420 811
Résultat de l'exercice				**2 036 321**		**2 036 321**	**807 460**	**2 843 781**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-408 252	-408 252	442 957	34 705
Ecarts de conversion					-31 826	-31 826		-31 826
Gains ou pertes latents ou différés					**-440 078**	**-440 078**	**442 957**	**2 879**
Variation de périmètre				**-92 449**		**-92 449**	**25 910**	**-66 539**
Autres variations				**-158 128**		**-158 128**	**-99 445**	**-257 573**
Capitaux propres clôture 31.12.2017	**1 794 634**	**11 953 769**		**5 409 550**	**-449 872**	**18 708 081**	**5 976 343**	**24 684 424**
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur instruments financiers)				-1 574 096		-1 574 096	-1 012 491	-2 586 587
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2018	**1 794 634**	**11 953 769**		**3 835 454**	**-449 872**	**17 133 985**	**4 963 852**	**22 097 837**
Opérations sur capital		617 371		-617 371				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-563 957	-1 461 274
Résultat de l'exercice				**1 831 171**		**1 831 171**	**977 552**	**2 808 723**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-409	-409	-371	-780
Ecarts de conversion					-40 068	-40 068	-42 226	-82 295
Gains ou pertes latents ou différés					**-40 478**	**-40 478**	**-42 597**	**-83 075**
Variation de périmètre				**194 375**		**194 375**	**257 949**	**452 325**
Autres variations				**153 346**		**153 346**	**-126 372**	**26 974**
Capitaux propres clôture 31.12.2018	**1 794 634**	**12 571 140**		**4 499 659**	**-490 350**	**18 375 083**	**5 466 427**	**23 841 511**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2018	01/01/2018 FTA
Résultat avant impôts	**3 652 296**	**3 838 331**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	630 876	747 408
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-15 026	-16 898
+/- Dotations nettes aux provisions	1 523 643	561 456
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-61 366	-12 827
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-465 450	-930 281
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	470 864	-1 406 990
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**2 083 541**	**-1 058 132**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	217 244	2 079 434
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-7 885 804	2 736 592
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	10 541 583	8 431 333
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 878 370	-1 645 793
- Impôts versés	-641 628	-1 401 950
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**-2 646 975**	**10 199 617**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**3 088 862**	**12 979 816**
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente	-418 474	-1 166 373
+/- Flux liés aux immeubles de placement	95 806	-81 056
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-477 724	-372 909
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-800 392**	**-1 620 338**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-949 034	-1 425 511
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-5 109 235	2 950 430
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-6 058 269**	**1 524 919**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-248 827	434 796
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**-4 018 626**	**13 319 193**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**21 008 455**	**7 689 262**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 490 894	12 155 637
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 517 561	-4 466 375
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**16 989 829**	**21 008 455**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 310 554	14 490 894
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 679 275	6 517 561
Variation de la trésorerie nette	**-4 018 626**	**13 319 193**

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	Produits	déc-18 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**10 818 793**	**2 830 855**	**7 987 938**
Comptes et prêts/emprunts	10 199 494	2 799 843	7 399 651
Opérations de pensions		31 012	-31 012
Opérations de location-financement	619 299		619 299
Opérations interbancaires	**1 289 625**	**1 464 925**	**-175 300**
Comptes et prêts/emprunts	1 084 082	1 194 800	-289 452
Opérations de pensions	205 543	270 125	98 632
Emprunts émis par le Groupe		**956 969**	**-956 969**
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres			
Instruments de dette	**2 826 498**		**2 826 498**
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	**14 934 916**	**5 252 749**	**9 682 167**

En milliers de DH

	Produits	déc-17 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**10 861 834**	**2 829 142**	**8 032 692**
Comptes et prêts/emprunts	10 168 896	2 698 581	7 470 315
Opérations de pensions		130 561	-130 561
Opérations de location-financement	692 938		692 938
Opérations interbancaires	**915 842**	**1 320 489**	**-404 647**
Comptes et prêts/emprunts	682 078	1 257 872	-575 794
Opérations de pensions	233 764	62 617	171 147
Emprunts émis par le Groupe			
Instruments de couverture de résultats futurs			
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux			
Portefeuille de transactions	**1 469 297**	**1 070 648**	**398 649**
Titres à revenu fixe	1 469 297	664 645	804 652
Opérations de pensions			
Prêts/emprunts			
Dettes représentées par un titre		406 003	-406 003
Actifs disponibles à la vente			
Actifs détenus jusqu'à échéance	**1 648 671**		**1 648 671**
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	**14 895 644**	**5 220 279**	**9 675 365**

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	déc-18 Produits	déc-18 Charges	déc-18 Net	déc-17 Produits	déc-17 Charges	déc-17 Net
Commissions nettes sur opérations	**2 243 610**	**248 194**	**1 995 416**	**1 999 586**	**121 990**	**1 877 596**
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	1 537 760		1 537 760	1 534 862		1 534 862
- sur titres	216 942	73 617	143 325	219 209	43 129	176 080
- de change	488 908	174 577	314 331	245 515	78 861	166 654
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	**746 935**	**229 147**	**517 788**	**732 722**	**193 622**	**539 100**
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	388 448	88 300	300 148	355 604	72 706	282 898
Assurance						
Autres	358 487	140 847	217 640	377 118	120 916	256 202
Produits nets de commissions	**2 990 545**	**477 341**	**2 513 204**	**2 732 308**	**315 612**	**2 416 696**

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	déc-18	déc-17
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**-17 398**	
Plus-values de cession		
Moins-value de cession	17 398	
Autres	**23 608**	**14 815**
Gains ou pertes sur autres actifs	**6 210**	**14 815**

INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :
- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion,
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrébail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : Bmce International Holding, Banque de développement du Mali, LCB Bank, BOA Group.

COÛT DU RISQUE

En milliers de DH

	31/12/2018
Dotations nettes aux dépréciations	**-1 571 517**
Bucket 1	**130 261**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	*2 950*
Dont Prêts et créances à la clientèle	*48 024*
Dont Engagements hors bilan	*85 051*
Dont Instruments de dettes	*-7 326*
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	*1 562*
Bucket 2	**121 767**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	*-1 303*
Dont Prêts et créances à la clientèle	*82 405*
Dont Engagements hors bilan	*2 691*
Dont Instruments de dettes	*37 974*
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	
Bucket 3	**-1 823 545**
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	*360*
Dont Prêts et créances à la clientèle	*-1 767 952*
Dont Engagements hors bilan	*-78 329*
Dont Instruments de dettes	*22 377*
Dont Instruments de dettes comptabilés à la JV par CP Recyclable	
Récupérations sur créances amorties	**52 617**
Pertes sur créances irrécouvrables	**-365 896**
Autres	**51 417**
Coût du risque	**-1 833 379**

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	déc-18 Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	déc-17 Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'Intérêt	4 208 303	30 416	693 085	-14 454	4 764 817	9 682 167	4 196 358	45 549	723 380	-17 713	4 727 791	9 675 365
Marge sur commissions	1 153 827	160 521	23 045		1 175 811	2 513 204	1 108 878	169 119	15 322		1 123 377	2 416 696
Produits nets bancaires	5 593 863	343 167	729 591	143 272	6 423 575	13 233 468	5 704 128	364 293	752 916	146 951	6 399 267	13 367 555
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 244 194	-295 744	-269 192	-100 197	-3 906 480	(7 815 807)	-3 366 046	-281 741	-227 367	-89 695	-3 797 837	(7 762 686)
Résultat Brut d'exploitation	2 349 669	47 423	460 399	43 075	2 517 095	5 417 661	2 338 082	82 552	525 549	57 256	2 601 430	5 604 869
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-380 412	-41 378	-113 199	-9 364	-299 221	(843 574)	-556 552	-51 216	-162 388	-16 732	-207 662	(994 550)
Résultat Part du groupe	665 151	98 154	112 808	6 159	948 898	1 831 170	973 512	121 063	179 094	-28 253	790 905	2 036 321

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	déc-18 Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	01/01/2018 FTA Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	178 593 133	863 975	17 876 020	200 249	98 014 015	295 547 392	204 523 139	693 752	11 076 662	(415 344)	95 136 607	311 014 816
Eléments d'actif												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 325 525	6 823	19 618	22 550	3 014 176	5 388 692	2 193 801	97 719	20 398	21 517	3 050 449	5 383 884
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	112 536 900	70	16 132 363		50 633 541	179 302 874	118 390 934	96	14 423 705		49 169 535	181 984 270
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat	25 104 686	97 566	861		913 109	26 116 222	33 809 849	192 764	3		1 242 869	35 245 485
Titres au coût amorti	3 832 558				21 483 289	25 315 847	3 286 607				23 162 946	26 449 553
Eléments du passif												
Dettes envers la clientèle	128 441 420		895 925		63 136 860	192 474 205	135 672 596	17 076	739 090		62 354 836	198 783 598
Fonds propres	14 761 599	363 228	1 730 403	(132 498)	7 118 779	23 841 511	14 191 342	358 467	1 470 727	(639 611)	6 716 912	22 097 837

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et la surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction Analyse des Engagements, la direction Surveillance des Engagements assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en oeuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
  - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
  - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux process de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
  - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
  - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
  - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troïka".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles);
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » qui est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

BMCE Bank of Africa dispose également d'une grille de score pour les MRE, professionnels et TPE. Cette grille a été implémentée au niveau de la GRC.

RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scenarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de *stress testing*, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un évènement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des évènements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), Coordinateurs Risques Opérationnels et Relais Risques Opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour l'atténuation de l'exposition aux risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le *stress Testing* consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le *stress testing* comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de *stress test* sont réalisés régulièrement en sus des *reportings* semestriels instaurés par le régulateur.

PLAN DE REDRESSEMENT DE CRISE INTERNE -PRCI- :

Dans le cadre des nouvelles dispositions de la circulaire 4/W/2017 de Bank Al Maghrib relative à la mise en place du Plan de Redressement de Crise Interne (PRCI), BMCE BANK OF AFRICA a pris les dispositions nécessaires afin de se conformer à cette réglementation.

Ce dispositif de prévention a pour objet d'évaluer la résilience du Groupe BMCE BANK OF AFRICA, en tant qu'établissement systémique, en cas de crise extrême et d'identifier les leviers pour rétablir sa viabilité sur les volets solvabilité, liquidité, qualité des actifs et rentabilité. Aussi, les différents risques auxquels le groupe est exposé, ont été couverts par ce PRCI, à savoir : le risque de crédit, le risque de marché, le risque pays, les risques de gestion du bilan, les risques opérationnels, le risque de cybercriminalité, le risque de non-conformité et le risque de réputation.

Les travaux menés ont abouti à la définition du périmètre pouvant être sujet à une crise majeure (entités significatives, activités fondamentales ou encore fonctions critiques). Des scenarii de crises ont été définis, et ont fait l'objet de simulation et de calculs d'impact.

Ainsi, pour chaque impact estimé, des mesures de rétablissement ont été définies avec pour objectifs de restaurer la viabilité financière de la banque via des leviers préalablement identifiés et quantifiés.

S'agissant du processus de pilotage du PRCI, celui-ci s'inscrit dans un workflow défini en fonction du seuil atteint par nos indicateurs de pilotage et de suivi. Une gouvernance dédiée au PRCI a été mise en place s'appuyant sur une cellule de crise et un responsable PRCI relevant de l'organe de direction a été désigné.

Aussi, ce plan fera l'objet d'une actualisation annuelle, l'objectif étant d'en faire un véritable levier de prévention des risques.

ACITFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	31/12/2018			01/01/2018 FTA		
	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat						
Titres de créance négociables	**7 850 145**		**7 850 145**	**13 997 669**		**13 997 669**
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	7 577 675		7 577 675	13 486 149		13 486 149
Autres titres de créances négociables	272 470		272 470	511 520		511 520
Obligations	**1 432 273**		**1 432 273**	**1 133 601**		**1 133 601**
Obligations d'Etat	999 176		999 176	475 893		475 893
Autres obligations	433 096		433 096	657 708		657 708
Actions et autres titres à revenu variable	**15 832 484**	**1 011 536**	**16 844 020**	**18 659 595**	**1 437 396**	**20 096 991**
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	**-10 215**		**-10 215**	**17 224**		**17 224**
Instruments dérivés de cours de change	-10 215		-10 215	16 647		16 647
Instruments dérivés de taux d'intérêt				577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	**25 104 686**	**1 011 536**	**26 116 222**	**33 808 089**	**1 437 396**	**35 245 485**
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
Passifs financiers en valeur de marché par résultat						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts					**1 737 600**	**1 737 600**
Etablissements de crédit					1 737 600	1 737 600
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions				**37 094**		**37 094**
Instruments dérivés de cours de change				37 094		37 094
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT				**37 094**	**1 737 600**	**1 774 694**

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VENTILATION DES PRÊTS & CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

En milliers de DH

	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 403 746**			**1 403 746**	**1 107**			**1 107**
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 403 746			1 403 746	1 107			1 107
Actifs Financiers au coût amorti	**206 823 803**	**17 375 491**	**15 839 314**	**240 038 608**	**1 441 164**	**2 235 683**	**10 492 645**	**14 169 492**
Prêts et créances sur les établissments de crédit	21 282 989		62 887	21 345 876	32 606		62 876	95 482
Prêts et créances sur la clientèle	160 551 174	16 900 393	15 776 427	193 227 995	1 263 393	2 231 959	10 429 769	13 925 121
Titres de dettes	24 989 640	475 097		25 464 737	145 165	3 724		148 889
Total Actif	**208 227 549**	**17 375 491**	**15 839 314**	**241 442 354**	**1 442 271**	**2 235 683**	**10 492 645**	**14 170 599**
Total Hors Bilan	**41 302 875**	**167 523**	**143 605**	**41 614 003**	**165 838**	**1 568**	**122 802**	**290 209**

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2018		
	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 402 639	901	-17 345
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 986 053	1 582 357	-545 052

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	31-déc-18	01/01/2018 FTA	31-déc-17
Comptes à vue	7 339 328	8 291 678	8 291 678
Prêts	13 968 918	13 523 250	13 523 250
Dont prêts de tresorerie JJ	*304 165*	*186 045*	*186 045*
Opérations de pension	37 630	3 430 874	3 430 874
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	**21 345 876**	**25 245 802**	**25 245 802**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-95 482	-98 678	-68 751
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	**21 250 394**	**25 147 124**	**25 177 051**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31-déc-18	31-déc-17
Comptes à vue	2 905 998	4 874 113
Emprunts	28 317 243	30 481 573
Dont emprunt de tresorerie JJ	*1 047 509*	*168 500*
opérations de pension	12 501 969	9 603 254
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**43 725 210**	**44 958 940**

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

En milliers de DH

(en milliers de DH)	31-déc-18	01/01/2018 FTA	31-déc-17
Comptes ordinaires débiteurs	22 879 106	26 047 637	24 743 400
Prêts consentis à la clientèle	145 939 070	142 472 636	142 472 636
Opérations de pension	9 815 519	12 203 716	12 203 716
Opérations de location-financement	14 594 299	13 773 123	13 773 123
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	**193 227 994**	**194 497 112**	**193 192 875**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-13 925 121	-12 512 842	-9 377 885
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	**179 302 874**	**181 984 270**	**183 814 990**

VENTILATION DES CRÉANCES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

En milliers de DH	31-déc-18	01/01/2018 FTA	31-déc-17
Banque au Maroc	112 536 900	118 390 934	118 209 182
Services Financiers Spécialisés	16 132 363	14 423 705	14 713 386
Activités à l'international	50 633 541	49 169 535	50 892 326
Gestion d'actifs	70	96	96
Autres Activités			
TOTAL EN PRINCIPAL	**179 302 874**	**181 984 270**	**183 814 990**
Dettes rattachées			
VALEUR AU BILAN	**179 302 874**	**181 984 270**	**183 814 990**

VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

En milliers de DH	31-déc-18	01/01/2018 FTA	31-déc-17
Maroc	128 669 333	132 814 735	132 922 664
Afrique	46 281 694	44 937 825	46 643 948
Europe	4 351 847	4 231 711	4 248 378
Total en principal	**179 302 874**	**181 984 271**	**183 814 990**
Dettes rattachées			
Valeur au bilan	**179 302 874**	**181 984 271**	**183 814 990**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

(en milliers de DH)	31-déc-18	31-déc-17
Comptes ordinaires créditeurs	104 025 228	119 258 376
Comptes à terme	35 272 676	40 101 156
Comptes d'épargne	36 360 381	23 497 437
Bons de caisse	6 216 003	5 210 624
Opérations de pension	914 037	3 592 561
Autres comptes crediteurs	9 685 880	7 123 444
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	**192 474 205**	**198 783 598**

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

En milliers de DH	31-déc-18	31-déc-17
Banque au Maroc	128 441 420	135 672 596
Services Financiers Spécialisés	895 925	739 090
Activités à l'international	63 136 860	62 354 836
Gsetion d'actifs		17 076
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	**192 474 205**	**198 783 598**
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	**192 474 205**	**198 783 598**

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-18	31-déc-17
Maroc	129 337 345	136 428 762
Afrique	61 510 364	60 741 686
Europe	1 626 496	1 613 150
TOTAL EN PRINCIPAL	**192 474 205**	**198 783 598**
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	**192 474 205**	**198 783 598**

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	31 déc-18			31 déc-17		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	**13 776 687**	**6 136 656**	**7 640 031**	**13 109 310**	**5 806 510**	**7 302 800**
Terrains et constructions	3 844 214	261 415	3 582 799	4 031 041	423 811	3 607 230
Equipement, Mobilier, Installations	4 349 154	2 731 219	1 617 935	4 018 645	2 497 926	1 520 719
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 583 319	3 144 022	2 439 297	5 059 624	2 884 773	2 174 851
Immobilisations incorporelles	**2 083 805**	**1 096 234**	**987 571**	**2 078 628**	**1 140 820**	**937 808**
Logiciels informatiques acquis	1 346 753	872 690	474 063	1 463 476	874 855	588 621
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	737 052	223 544	513 508	615 152	265 965	349 187
Immeubles de placements	**3 822 825**	**92 447**	**3 730 378**	**3 906 376**	**81 937**	**3 824 439**

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

(en milliers de DH)	31-déc-18	01/01/2018 FTA	31-déc-17
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	**1 087 637**	**832 490**	**685 204**
Dotations aux provisions	109 315	255 147	279 774
Reprises de provisions	-152 609		-170 869
Autres mouvements	-4 947		38 381
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	**1 039 395**	**1 087 637**	**832 490**

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 831 169 832	2 036 321 801
Résultat par Action (EN MAD)	10,20	11,35
Résultat dilué par Action (EN MAD)	10,20	11,35

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	60,79%	60,79%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Holding Bancaire	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAMWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux	**5 625 922**	**5 878 612**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**20 645 443**	**25 310 048**
A vue	5 076 685	8 842 973
A terme	15 568 758	16 467 075
Créances sur la clientèle	**109 721 074**	**117 240 319**
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	33 015 606	36 762 530
Crédits et financements participatifs à l'équipement	21 811 901	22 310 597
Crédits et financements participatifs immobiliers	40 456 856	40 478 952
Autres crédits et financements participatifs	14 436 711	17 688 240
Créances acquises par affacturage	**2 515 204**	**860 845**
Titres de transaction et de placement	**25 180 944**	**33 890 104**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 643 121	14 291 200
Autres titres de créance	610 039	926 552
Titres de propriété	15 832 484	18 672 352
Certificats de Sukuks	95 300	
Autres actifs	**4 205 962**	**2 692 565**
Titres d'investissement	**3 770 452**	**3 190 421**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 453 364	964 189
Autres titres de créance	2 317 088	2 226 232
Certificats de Sukuks		
Titres de participation et emplois assimilés	**10 719 322**	**10 357 921**
Participation dans les entreprises liées	8 121 778	
Autres titres de participation et emplois assimilés	2 597 544	
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées	**198 469**	**202 745**
Dépôts d'investissement placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**151 266**	**103 119**
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	**232 960**	**191 871**
Immobilisations corporelles	**5 143 410**	**5 325 367**
TOTAL DE L'ACTIF	**188 110 428**	**205 243 937**

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**19 869 938**	**20 482 268**
A vue	1 441 442	2 620 616
A terme	18 428 496	17 861 652
Dépôts de la clientèle	**128 759 406**	**135 815 145**
Comptes à vue créditeurs	74 862 064	75 986 426
Comptes d'épargne	23 519 703	22 621 427
Dépôts à terme	23 982 912	31 159 953
Autres comptes créditeurs	6 394 727	6 047 339
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	**8 595 966**	**12 565 911**
Titres de créance négociables émis	8 095 966	10 156 422
Emprunts obligataires émis	500 000	2 409 489
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	**4 727 486**	**9 010 886**
Provisions pour risques et charges	**863 291**	**685 988**
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	**9 584 871**	**11 447 182**
Dépôts d'investissement reçus		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	**12 571 143**	**11 953 769**
Capital	**1 794 634**	**1 794 634**
Actionnaires.Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	**37**	**16**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 343 654**	**1 488 138**
TOTAL DU PASSIF	**188 110 428**	**205 243 937**

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	**22 457 705**	**22 867 740**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	628 306	469 741
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 828 204	6 934 207
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 587 105	5 109 213
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 295 288	9 131 162
Titres achetés à réméré	78 357	78 357
Autres titres à livrer	3 040 445	1 145 060
ENGAGEMENTS RECUS	**18 181 253**	**18 874 748**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	16 072 674	17 915 756
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	1 892 562	947 160
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	216 017	11 832
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**10 594 778**	**10 675 594**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	702 881	688 569
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèe	5 625 747	5 913 159
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	501 987	528 858
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	699 212	727 474
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	16 190	12 362
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	1 189 821	1 123 474
Autres produits bancaires	1 858 940	1 681 698
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**4 575 473**	**4 467 464**
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	993 554	1 074 001
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	1 450 090	1 602 087
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	396 364	457 840
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	10 466	10 466
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	1 724 999	1 323 070
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**6 019 302**	**6 208 130**
Produits d'exploitation non bancaire	239 596	215 861
Charges d'exploitation non bancaire	11 573	71 516
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**3 594 893**	**3 621 263**
Charges de personnel	1 603 716	1 611 041
Impôts et taxes	105 306	97 581
Charges externes	1 627 598	1 544 669
Autres charges générales d'exploitation	9 538	8 996
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	248 735	358 976
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1 119 460**	**2 246 036**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	941 496	985 587
Pertes sur créances irrécouvrables	24 656	1 077 416
Autres dotations aux provisions	153 308	183 033
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**330 158**	**1 611 098**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	291 902	1 566 196
Récupérations sur créances amorties	31 156	21 387
Autres reprises de provisions	7 100	23 515
RESULTAT COURANT	**1 863 131**	**2 096 274**
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1 863 131**	**2 096 274**
Impôts sur les résultats	519 477	608 137
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 343 654**	**1 488 138**

(-) signifie moins

(+) signifie plus

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

EY
Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

KPMG
11, Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 RABAT
Maroc

BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
PERIODE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BMCE BANK OF AFRICA comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2018. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 25.294.339, dont un bénéfice net de KMAD 1.343.654, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dations, pour un montant total de 5,2 milliards de dirhams au 31 décembre 2018, ramené à 4,8 milliards de dirhams à cette date suite aux cessions réalisées postérieurement au 31 décembre 2018 . Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2018.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 31 décembre 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc .

Casablanca, le 29 mars 2019

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

KPMG
Fouad LAHGAZI
Associé

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017
(+) Intérêts et produits assimilés	6 830 615	7 130 587
(-) Intérêts et charges assimilées	2 840 009	3 133 927
MARGE D'INTERET	**3 990 606**	**3 996 660**
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	16 190	12 362
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	10 465	10 466
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	**5 725**	**1 896**
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)		
(+) Commissions perçues	1 450 018	1 323 913
(-) Commissions servies	357 368	279 924
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	**1 092 650**	**1 043 989**
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	262 796	431 048
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-63 377	28 223
(+) résultat des opérations de change	361 350	229 468
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-60 770	7 097
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	**499 999**	**695 836**
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
(+) Divers autres produits bancaires	699 212	727 474
(-) Diverses autres charges bancaires	268 890	257 723
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	**6 019 302**	**6 208 130**
(+) résultat des opérations sur ommibilisation financières (2)	-12 304	-25 679
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	239 376	215 861
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	11 152	68 879
(-) Charges générales d'exploitation	3 594 893	3 621 263
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2 640 329**	**2 708 172**
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-643 094	-475 422
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-134 105	-136 476
RESULTAT COURANT	**1 863 131**	**2 096 273**
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	519 477	608 137
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 343 654**	**1 488 138**

	31/12/2018	31/12/2017
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 343 654**	**1 488 138**
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	248 735	358 976
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	12 665	30 424
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	131 850	132 300
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions (1)	562	7 383
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	163 331	114 912
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	220	
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	421	2 638
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**1 573 211**	**1 890 181**
(-) Bénéfices distribués		897 317
(+) AUTOFINANCEMENT	**1 573 211**	**992 864**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	9 845 282	8 868 707
(+) Récupérations sur créances amorties	31 156	21 387
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	239 596	215 861
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	5 272 231	4 964 271
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	11 573	71 516
(-) Charges générales d'exploitation versées	3 346 158	3 262 287
(-) Impôts sur les résultats versés	519 477	608 137
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	**966 595**	**199 744**
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 664 605	-747 286
(+) Créances sur la clientèle	5 864 886	-1 441 508
(+) Titres de transaction et de placement	8 709 160	5 579 948
(+) Autres actifs	-1 513 397	-744 126
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka		
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-48 147	-29 119
(+) Immobilisations données en Ijara		
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés		
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-612 330	-5 284 823
(+) Dépôts de la clientèle	-7 055 739	4 690 724
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs		
(+) Titres de créance émis	-3 969 945	489 234
(+) Autres passifs	-4 283 400	-1 684 432
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**1 755 693**	**828 612**
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	**2 722 288**	**1 028 356**
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (1) (4)	200 175	
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (4)	465 442	600 624
(-) Acquisition d'immobilisations financières (1)	723 594	
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	467 860	685 680
(+) Intérêts perçus	94 095	548 090
(+) Dividendes perçus	611 817	635 095
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**180 076**	**1 098 129**
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+) Emission de dettes subordonnées		1 361 646
(+) Dépôts d'investissement reçus		
(+) Emission d'actions		
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	1 862 311	
(-) Dépôts d'investissement remboursés (2)		
(-) Intérêts versés	395 426	859 884
(-) Rémunérations versées sur dépôts d'investissement (3) (4)		
(-) Dividendes versés	897 317	897 317
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-3 155 054**	**-395 555**
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	**-252 690**	**1 730 931**
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**5 878 612**	**4 147 681**
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**5 625 922**	**5 878 612**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	**4 189 917**	**120 540**	**531 865**	**5 826 391**	**10 668 714**	**11 915 300**
Valeurs reçues en pension		23 148			23 148	3 426 909
Au jour le jour						3 016 602
A terme		23 148			23 148	410 307
Prêts de trésorerie		**1 370 191**	**1 845 464**	**1 690 909**	**4 906 563**	**4 275 981**
Au jour le jour						2 443 818
A terme		1 370 191	1 845 464	1 690 909	4 906 563	1 832 163
Prêts financiers		**992 515**	**6 244 391**	**329 913**	**7 566 819**	**8 384 665**
Autres créances	**2 895 759**	**151 315**		**33 568**	**3 080 642**	**3 173 167**
Intérêts courus à recevoir	**103**	**2 537**	**10 348**	**12 486**	**25 474**	**12 638**
Créances en souffrance			**5**		**5**	
TOTAL	**7 085 779**	**2 660 246**	**8 632 073**	**7 893 267**	**26 271 365**	**31 188 660**

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	**207 046**	**1 926 796**	**20 099 059**	**1 566 527**	**23 799 428**	**26 761 609**
Comptes à vue débiteurs	178 197	1 926 796	12 602 525	1 458 266	16 165 784	18 624 101
Créances commerciales sur le Maroc	14 142		3 455 311	6 752	3 476 205	3 858 215
Crédits à l'exportation			280 514	44 083	324 597	360 299
Autres crédits de trésorerie	14 707		3 760 709	57 426	3 832 842	3 918 994
Crédits à la consommation				**8 830 232**	**8 830 232**	**9 586 255**
Crédits à l'équipement	**4 842 992**	**407 282**	**15 310 281**	**1 009 407**	**21 569 962**	**22 068 652**
Crédits Immobiliers	**211 713**		**9 824 599**	**30 336 568**	**40 372 880**	**40 410 267**
Autres crédits		**10 992 210**	**982 031**		**11 974 241**	**15 105 358**
Créances acquises par affacturage	**1 991 746**		**523 458**		**2 515 204**	**860 845**
Intérêts courus à recevoir	**32 966**	**79 597**	**337 117**	**262 181**	**711 861**	**725 294**
Créances en souffrance	**32**		**1 312 014**	**1 150 424**	**2 462 470**	**2 582 885**
Créances pré-douteuses			5 368	391 355	396 723	447 951
Créances douteuses			478 869	155 225	634 094	718 806
Créances compromises	32		827 776	603 845	1 431 653	1 416 128
TOTAL	**7 286 494**	**13 405 885**	**48 388 559**	**43 155 339**	**112 236 278**	**118 101 165**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés: Financiers	Emetteurs privés: Non Financiers	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Titres côtés	**404 911**	**10 725 789**	**16 119 517**	**1 516 151**	**28 766 368**	**34 897 287**
Bons du Trésor et valeurs assimilées		10 022 245			10 022 245	15 178 231
Obligations	28 845	608 244	297 376	1 516 001	2 450 467	435 946
Autres titres de créance	369 304				369 304	610 759
Titres de propriété	6 762		15 822 141	150	15 829 053	18 672 352
Certificats de Sukuks		95 300			95 300	
Titres non côtés	**1 496**	**174 529**	**1 284**	**18 782**	**196 092**	**2 183 237**
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						1 777 962
Autres titres de créance						201 001
Titres de propriété						
Certificats de Sukuks						
Intérêts courus	1 496	174 529	1 284	18 782	196 092	204 274
TOTAL	**406 407**	**10 900 318**	**16 120 802**	**1 534 933**	**28 962 460**	**37 080 524**

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

En milliers de DH

	31/12/2018		31/12/2017	
	Créances	Provisions	Créances	Provisisons
Créances pré-douteuses	446 206	49 482	515 030	67 079
Créances douteuses	1 423 937	789 843	1 388 224	669 418
Créances compromises	6 235 597	4 803 940	5 689 502	4 273 374
TOTAL	**8 105 740**	**5 643 265**	**7 592 756**	**5 009 871**

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Instruments optionnels achetés	**-13 033**	**2 667**
Opérations diverses sur titres	**303 697**	**170 848**
Débiteurs divers	**945 775**	**1 311 808**
Sommes dues par l'Etat	811 721	733 591
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	90 641	88 230
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	43 413	489 987
Valeurs et emplois divers	**9 405**	**6 412**
Comptes de régularisation	**2 960 119**	**1 200 830**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	57 172	10 087
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	57 172	
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	138 188	181 255
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	449 310	326 508
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	320 266	269 285
Produits à recevoir	*303 356*	*10 778*
Charges constatées d'avance	*16 910*	*258 507*
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	1 995 183	413 695
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	**4 205 963**	**2 692 565**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	**23 796 647**	**23 796 647**	**23 796 647**			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 473 780	7 473 780	7 473 780			
Obligations	175 800	175 800	175 800			
Autres titres de créance	368 197	368 197	368 197			
Titres de propriété	15 683 570	15 683 570	15 683 570			
Certificats de Sukuks	95 300	95 300	95 300			
Titres de placement	**1 394 446**	**1 384 297**	**1 394 446**		**10 149**	**10 149**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 179 490	1 169 341	1 179 490		10 149	10 149
Obligations						
Autres titres de créance	66 042	66 042	66 042			
Titres de propriété	148 914	148 914	148 914			
Titres d'investissement	**3 771 368**	**3 770 452**	**3 621 539**		**130 867**	**916**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 453 364	1 453 364	1 374 762		78 602	
Obligations	2 274 667	2 274 667	2 222 402		52 265	
Autres titres de créance	43 337	42 421	24 375			916
TOTAL	**28 962 461**	**28 951 396**	**28 812 632**		**141 016**	**11 065**

CRÉANCES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	31/12/2018 Provisions	Net	31/12/2017 Net	31/12/2018 Net	31/12/2017 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	193 859		193 859	198 036	193 859	198 036
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL	**193 859**		**193 859**	**198 036**	**193 859**	**198 036**

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
02/02/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	5		5	5		
02/04/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	275	78	197	200	3	
01/06/2018	ensemble de programmes et sollutions informatiques	135 131	9 479	125 652	125 652		
22/06/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	5		5	5		
06/07/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	5		5	5		
10/07/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	425	106	320	320		
20/07/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	4		4	4		
17/08/2018	villa	38 000	10 493	27 507	36 000	8 493	
01/10/2018	mobilier d'exploitation	1 235	1 235		124	124	
16/11/2018	materiel roulant rattache à l'exploitation	7		7	7		
20/12/2018	terrain	565		565	1 120	555	
25/12/2018	terrain	8 988		8 988	12 000	3 012	
27/12/2018	terrain avec constructions	120 000	12 756	107 244	250 000	142 756	
27/12/2018	materiels	35 200	3 588	31 612	40 000	8 388	
		339 845	**37 734**	**302 111**	**465 442**	**163 331**	

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé: Entreprises Financières	Secteur Privé: Entreprises non Financières	Autre clientèle	TOTAL 31/12/2018	TOTAL 31/12/2017
Comptes à vue créditeurs	1 500 874	942 635	16 551 567	54 366 029	73 361 105	73 425 538
Comptes d'épargne				24 129 793	24 129 793	23 436 331
Dépôts à terme	1 065 000	6 222 671	3 570 880	12 623 575	23 482 126	28 847 070
Autres comptes créditeurs	2 936 403	1 073 083	2 658 344	640 934	7 308 764	9 639 901
Intérêts courus à payer	31 306	39 821	81 174	325 315	477 617	466 305
TOTAL	**5 533 583**	**8 278 210**	**22 861 965**	**92 085 647**	**128 759 405**	**135 815 145**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Amortissements et/ou provisions: Dotation au titre de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Amortissements et/ou provisions: Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	**691 566**	**-238**	**179 121**	**135 131**	**735 319**	**499 696**	**-178**	**12 320**	**9 479**	**502 360**	**232 960**
Droit au bail	97 113	-23			97 091						97 091
Immobilisations en recherches et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	594 453	-215	179 121	135 131	638 228	499 696	-178	12 320	9 479	502 360	135 868
Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	**9 047 777**	**-2 185**	**288 739**	**260 433**	**9 073 897**	**3 722 410**	**-82**	**236 415**	**28 256**	**3 930 487**	**5 143 410**
Immeubles d'exploitation	1 319 106		30 596	5 750	1 343 952	379 031		27 775		406 807	937 145
Terrain d'exploitation	183 375		2 552	565	185 362						185 362
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 135 731		28 043	5 185	1 158 589	379 031		27 775		406 807	751 783
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions											
Mobilier et matériel d'exploitation	1 825 766	-41	91 842	52 496	1 865 070	1 561 924	-31	57 835	1 419	1 618 309	246 762
Mobilier de bureau d'exploitation	495 868		65 497	51 769	509 596	358 132		19 597	1 235	376 495	133 101
Matériel de bureau d'exploitation	203 261	-20	10 693		213 934	178 103	-12	8 930		187 021	26 913
Matériel informatique	967 577	-21	12 472		980 028	915 351	-19	17 004		932 336	47 692
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 589		535	727	54 397	26 853		9 056	184	35 725	18 672
Autres matériel d'exploitation	104 470		2 645		107 115	83 484		3 248		86 731	20 384
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 043 651	-2 144	86 354		2 127 861	1 518 103	-51	110 333		1 628 385	499 476
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 859 255		79 947	202 188	3 737 014	263 352		40 471	26 836	276 987	3 460 028
Terrain hors exploitation	3 005 901		66 237	40 588	3 031 550						3 031 550
Immeubles hors exploitation	687 740		4 946	126 400	566 287	160 950		31 294	23 249	168 995	397 292
Mobilier et matériel hors exploitation	94 740		4 151	35 200	63 691	45 954		6 258	3 588	48 624	15 067
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	70 874		4 612		75 487	56 448		2 919		59 368	16 119
TOTAL	**9 739 343**	**-2 423**	**467 860**	**395 564**	**9 809 216**	**4 222 106**	**-260**	**248 735**	**37 734**	**4 432 847**	**5 376 370**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	**113 444**	**58 754**		**172 197**	**10 466**	**20 931**				**151 266**
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	6 572			6 572						6 572
Crédit-bail mobilier	74 000	12 933		86 933	10 466	20 931				66 002
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	74 000	12 933		86 933	10 466	20 931				66 002
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier	32 686	42 088		74 774						74 774
Crédit-bail immobilier en cours	32 686	42 088		74 774						74 774
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir	186	3 732		3 918						3 918
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	**113 444**	**58 754**		**172 197**	**10 466**	**20 931**				**151 266**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs		**131 892**	**335 292**	**384 257**	**851 441**	**2 452 035**
Valeurs reçues en pension	**10 000 006**	**2 501 783**			**12 501 789**	**9 500 072**
Au jour le jour						
A terme	10 000 006	2 501 783			12 501 789	9 500 072
Emprunts de trésorerie	**500 000**		**900 923**	**2 810 224**	**4 211 147**	**6 195 547**
Au jour le jour	500 000		90 000		590 000	699 567
A terme			810 923	2 810 224	3 621 147	5 495 980
Emprunts financiers	**5 000**	**83 698**	**1 683 436**		**1 772 134**	**2 278 457**
Autres dettes	**9 212**	**399**	**18 844**	**478 275**	**506 730**	**23 912**
Intérêts courus à payer	**13 601**	**332**	**4 604**	**8 162**	**26 698**	**32 245**
TOTAL	**10 527 819**	**2 718 104**	**2 943 099**	**3 680 918**	**19 869 939**	**20 482 268**

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Instruments optionnels vendus	**-2 172**	**531**
Opérations diverses sur titres	**1 025 665**	**5 826 824**
Créditeurs divers	**1 345 519**	**1 592 830**
Sommes dues à l'Etat	1 024 003	1 058 941
Sommes dues aux les organismes de prévoyance	54 221	47 640
Sommes diverses dues au le personnel	159 063	197 053
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	3 674	3 662
Fournisseurs de biens et services	12 973	18 718
Divers autres créditeurs	91 585	266 816
Comptes de régularisation	**2 358 474**	**1 590 701**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	14 893	58 623
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	303	162 623
Charges à payer et produits constatées d'avance	308 871	201 567
Autres comptes de régularisation	2 034 407	1 167 888
TOTAL	**4 727 486**	**9 010 886**

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2018
Provisions déduites de l'Actif :	**5 559 578**	**948 563**	**297 620**	**-5 281**	**6 205 240**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 616				58 616
Créances sur la clientèle	4 950 192	898 295	291 048	-291	5 557 148
Agios réservés	1 062	27 299	859		27 502
Titres de placements	2 811	10 304	5 151	2 185	10 149
Titres de participation et emplois assimilés	545 429	12 665		-7 186	550 908
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	1 467		562	11	916
Provisions inscrites au Passif :	**685 989**	**183 844**	**6 538**	**-4**	**863 291**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	12 784	43 201			55 985
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	647 005	131 850			778 855
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	26 200	8 793	6 538	-4	28 451
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**6 245 567**	**1 132 407**	**304 158**	**-5 285**	**7 068 531**

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	4,55%	365 000,00
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	4,50%	12 000,00
CD BMCE	20/12/2016	20/12/2019	3,00%	350 000,00
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2019	2,75%	200 000,00
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2020	2,80%	250 000,00
CD BMCE	13/04/2017	13/04/2019	2,75%	250 000,00
CD BMCE	18/04/2017	18/04/2019	2,75%	295 000,00
CD BMCE	02/05/2017	02/05/2019	2,75%	460 000,00
CD BMCE	08/05/2017	08/05/2019	2,75%	50 000,00
CD BMCE	02/06/2017	02/06/2019	2,82%	250 000,00
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2019	2,62%	134 000,00
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2020	2,75%	681 000,00
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2019	2,90%	415 500,00
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2020	3,00%	120 000,00
CD BMCE	09/03/2018	09/03/2020	2,82%	200 000,00
CD BMCE	29/03/2018	29/03/2020	2,42%	440 000,00
CD BMCE	29/03/2018	28/03/2020	2,75%	505 000,00
CD BMCE	17/04/2018	16/04/2019	2,56%	925 000,00
CD BMCE	17/04/2018	17/04/2020	2,75%	185 000,00
CD BMCE	17/12/2018	17/06/2019	2,56%	65 000,00
CD BMCE	17/12/2018	16/12/2019	2,70%	1 000 000,00
CD BMCE	27/12/2018	26/12/2019	2,70%	238 800,00
CD BMCE	28/12/2018	28/12/2020	2,90%	60 000,00
CD BMCE	28/12/2018	28/03/2019	2,55%	548 700,00
			TOTAL	**8 000 000**

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2018
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	**11 953 768**	**590 800**	**26 575**	**12 571 143**
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	6 587 044	590 800	26 575	7 204 419
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	**1 794 634**			**1 794 634**
Capital appelé	1 794 634			1 794 634
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	**16**	**21**		**37**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 488 138**			**1 343 654**
TOTAL	**15 236 556**			**15 709 468**

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur DH)
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	3,29%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	3,25%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	3,63%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	3,45%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	3,36%	10 ans		1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans		447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans		78 900
DH	1 473 900	1	3,22%	10 ans		1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel		200 000
DH	800 000	1	5,52%	Perpétuel		800 000
DH	400 000	1	3,13%	5 ans		400 000
						9 400 000

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement et de garantie donnés	**19 338 903**	**21 644 322**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**628 306**	**469 741**
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	628 306	469 741
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**4 828 204**	**6 934 207**
Crédits documentaires import	1 966 305	3 370 929
Acceptations ou engagements de payer	482 908	935 026
Ouvertures de crédit confirmés	1 246 318	1 807 607
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	67 437	
Autres engagements de financement donnés	1 065 235	820 645
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**3 587 105**	**5 109 213**
Crédits documentaires export confirmés	19 098	93 528
Acceptations ou engagements de payer	3 096	30 722
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés	285 906	4 984 963
Engagements en souffrance	3 279 005	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**10 295 288**	**9 131 161**
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	6 313 050	6 850 864
Autres cautions et garanties données	3 982 238	2 280 297
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	**17 965 237**	**18 862 916**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	16 072 674	17 915 756
Garanties de crédits	2 304 661	2 301 176
Autres garanties reçues	13 768 013	15 614 580
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**1 892 563**	**947 160**
Garanties de crédits	655 773	30 773
Autres garanties reçues	1 236 790	916 387

ENGAGEMENTS SUR TITRES

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	**3 118 803**
Titres achetés à réméré	78 357
Autres titres à livrer	3 040 445
Engagements reçus	**216 017**
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	216 017

OPÉRATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVÉS

En milliers de DH

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Opérations de change à terme	**22 776 744**	**14 802 386**	**22 776 744**	**10 366 377**
Devises à recevoir	5 364 223	4 146 333	5 364 223	2 423 342
Dirhams à livrer	2 265 582	1 133 975	2 265 582	1 467 980
Devises à livrer	9 069 748	6 204 754	9 069 748	3 708 997
Dirhams à recevoir	6 077 191	3 317 324	6 077 191	2 766 058
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	**2 747 533**	**7 440 435**	**2 747 534**	**179 016**
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	1 545 629	2 666 447	1 545 629	179 016
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	162 029	4 369 484	162 029	
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	1 039 875	404 504	1 039 876	

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

En nombre

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2018	31/12/2017
Comptes courants	118 211	110 204
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	285 455	286 947
Autres comptes chèques	1 274 498	1 211 682
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	931 516	889 960
Comptes à terme	9 606	10 360
Bons de caisse	1 563	1 574
Autres comptes de dépôts		

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE

En milliers de DH

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
18	39 173 867	30 111 445	2 732 145	535 674

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 831 285		
Autres titres	6 301 583		
Hypothèques	87 468 086		
Autres valeurs et sûretés réelles	213 408 814		
TOTAL	**317 009 768**		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 000 006		
Autres titres	776 934		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	**10 776 940**		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	**34 105 505**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	363 748
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 977 244
Créances sur la clientèle	5 729 558
Titres de transaction et de placement et d'investissement	1 329 670
Autres actifs	237 787
Titres de participation et emplois assimilés	7 250 546
Créances subordonnées	193 859
Immobilisations données en crédit-bail et location	19 505
Immobilisations incorporelles et corporelles	3 588
Passif	**22 169 246**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16 933 356
Dépôts de la clientèle	4 862 823
Titres de créance émis	
Autres passifs	373 067
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
Hors bilan	**7 594 850**
Engagements donnés	4 750 666
Engagements reçus	2 844 184

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts perçus	**6 830 615**	**7 130 586**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	702 881	688 569
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 625 747	5 913 159
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	501 987	528 858
Intérêts servis	**2 840 008**	**3 133 928**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	993 554	1 074 001
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 450 090	1 602 087
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	396 364	457 840

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	31/12/2018	31/12/2017
Commissions perçues	**1 450 018**	**1 323 913**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	454 438	536 266
Sur opérations de change	260 197	200 439
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	43 829	44 612
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	24 458	25 078
Sur moyens de paiement	387 641	353 749
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	41 101	45 885
Sur autres prestations de service	238 354	117 884
Commissions versées	**357 368**	**279 924**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	143 362	144 382
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	19	381
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	126 154	28 690
Sur moyens de paiement	87 833	72 217
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service		34 254

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2018	31/12/2017
Produits	**1 598 741**	**1 481 259**
Gains sur les titres de transaction	550 621	459 395
Plus-value de cession sur titres de placement	6 328	143 812
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	5 151	15 548
Gains sur les produits dérivés	107 139	510 604
Gains sur les opérations de change	929 502	351 900
Charges	**1 098 741**	**785 423**
Pertes sur les titres de transaction	287 824	28 347
Moins value de cession sur titres de placement	64 550	125 990
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	10 306	5 147
Pertes sur les produits dérivés	167 909	503 507
Pertes sur opérations de change	568 152	122 432
RESULTAT	**500 000**	**695 836**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	1 603 716	1 611 041
Impôts et taxes	105 306	97 581
Charges extérieures	1 637 136	1 553 665
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	248 735	358 976

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire	37 091	36 709	216 069 197	225 495 887
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	88	86	101 381 421	103 480 616
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	31/12/2018	31/12/2017
Titres de participation	10 596	9 905
Participations dans les entreprises liées	595 686	645 095
Titres de l'activité de portefeuille	5 535	
Emplois assimilés	87 395	72 474
TOTAL	**699 212**	**727 474**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	133 941	358 628
Autres produits bancaires	1 858 940	1 681 698
Autres charges bancaires	1 724 999	1 323 070
Produits et charges d'exploitation non bancaires	**228 023**	**144 345**
Produits d'exploitation non bancaires	239 596	215 861
Charges d'exploitation non bancaires	11 573	71 516
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 119 460	2 246 036
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	330 158	1 611 098

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	**1 343 655**
Perte nette	
II- Réintégration fiscales	**678 005**
1- Courantes	**158 527**
Charges non déductibles	26 677
Provision pour risques généraux	131 850
2- Non courantes	**519 478**
Impôts sur les sociétés	519 478
III- Déductions fiscales	**611 817**
1- Courantes	**611 817**
Dividendes	611 817
2- Non courantes	
VI- Résultat net fiscal	**1 409 842**
Impôts sur les sociétés	519 478
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

RÉSEAU

En nombre

RESEAU	31/12/2018	31/12/2017
Guichets permanents	736	733
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	883	878
Succursales et agences à l'étranger	41	39
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 863 133
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	158 527
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	611 817
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 409 842
(-) Impôt théorique sur résultat courant	521 642
(=) Résultat courant après impôts	1 341 491
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	**109 191**	**675 970**	**685 148**	**100 013**
B- TVA à récupérer	**62 067**	**455 125**	**464 162**	**53 030**
Sur charges	49 197	406 477	410 858	44 815
Sur immobilisations	12 870	48 648	53 304	8 214
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	**47 124**	**220 845**	**220 986**	**46 983**

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH **VALEUR NOMINALE DES TITRES : 100,00**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus: Exercice précédent	Nombre de titres détenus: Exercice actuel	Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 600 192	53 600 192	29,87%	29,87%
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	1 159 205	0,65%	0,65%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	10 705 251	10 453 351	5,82%	5,82%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 371 263	7 371 263	4,11%	4,11%
CDG	place Moulay ElHassan - ex Piétri . Rabat	17 138 328	15 638 328	8,71%	8,71%
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	9 395 899	9 395 940	5,24%	5,24%
Personnel BMCE		2 481 327	2 452 440	1,37%	1,37%
SBVC et divers		30 834 871	32 363 617	18,03%	18,03%
TOTAL (1)		132 434 336	132 434 336	73,79%	73,79%
B- Actionnaires étrangers					
Banque fédérative du crédit mutuel	6 Rue de Ventadour 75001 Paris	47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		**179 463 390**	**179 463 390**	**100%**	**100%**

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 24 mai 2018			
Report à nouveau	16	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 488 138	Autres affectations	590 837
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	**1 488 154**	**TOTAL B**	**1 488 154**

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres et assimilés	**25 294 339**	**26 683 739**	**24 709 660**
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	6 019 305	6 208 130	6 136 373
Résultat avant impôts	1 863 133	1 938 774	1 875 332
Impôts sur les résultats	519 477	608 137	550 362
Bénéfices distribués	897 317	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 603 716	1 611 041	1 540 320
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 328	5 370	5 031

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION

Date de clôture (1) **31/12/2018**

Date d'établissement des états de synthèse (2)

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	31/12/2018	31/12/2017
Effectifs rémunérés	5 328	5 370
Effectifs utilisés	5 328	5 370
Effectifs équivalent plein temps	5 328	5 370
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	5 147	5 154
Employés (équivalent plein temps)	181	216
Dont effectifs employés à l'étranger	51	46

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUÉLLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 783 401	2 442 352	2 311 918	4 288 812	1 742 275	15 568 758
Créances sur la clientèle	17 131 585	7 054 751	11 590 018	37 014 511	36 930 208	109 721 074
Titres de créance	1 172 006	103 300	4 588 080	4 983 320	2 272 207	13 118 912
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	945	3 350	13 082	75 086	58 803	151 266
TOTAL	**23 087 937**	**9 603 753**	**18 503 098**	**46 361 729**	**41 003 493**	**138 560 010**
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 809 214	3 154 010	374 125	2 968 670	122 477	18 428 496
Dettes envers la clientèle	3 099 037	7 351 391	11 916 677	1 615 808		23 982 912
Titres de créance émis		1 253 700	5 357 300	1 389 000		8 000 000
Emprunts subordonnés				1 000 000	8 400 000	9 400 000
TOTAL	**14 908 251**	**11 759 101**	**17 648 102**	**6 973 477**	**8 522 477**	**59 811 407**

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2018

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptablenette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	196 650 000	36,02	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST, DE LA PLACE FINANCIÈRE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER MED ZONES	STÉ D'AMÉNAGEMENT	640 577	706 650 000	9,06	64 058		64 058
EMAT	STÉ HOLDING	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	
FONCIERE EMERGENCE	PROM, IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	338 436	372 172 274	8,06	33 844		33 844
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 990	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	ASSURANCE	20 001	10 000 000	20,00	500		500
MITC CAPITAL	GEST, FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400	400	
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
511 TITRES DE PARTICIPATION					**289 989**	**32 110**	**257 878**
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 837	93 154 535	72,85	2 983 262		2 983 262
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	157 659 285	157 659 285	100,00	1 922 497		1 922 497
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	294 507 400	60,79	628 635		628 635
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	TRANSPORT MARITIME	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	9 600 000	2 000 000 000	48,00	357 000		357 000
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	BANQUE PARTICIPATIVE	2 040 000	400 000 000	51,00	153 000		153 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	138 144		138 144
HANOUTY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	100 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
CONGOLAISE DES BANQUES	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	76 941		76 941
RIYAD ALNOUR	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	STÉ D'AMÉNAGEMENT	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500		62 500
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	41 269		41 269
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERT	RECOUVREMENT CRÉANCES	200 000	20 000 000	100,00	20 000		20 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	600	100 000	60,00	8 280	8 280	
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 572	6 572	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATIQUE	SERVICE INFORMATIQUE	41 000	10 000 000	41,00	4 100		4 100
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
OPERATION GLOBAL SERVICES SA OGS	SCES BACK-OFFICE	50 000	5 000 000	100,00	1 250		1 250
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	340		340
MORAD IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
AKENZA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SAISS IMMO NEJMA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL PRIMERO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL SECONDO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL TERCIO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NOUACER CITY IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
MOHIT IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
FARACHA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NEJIMI IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
KRAKER IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
IKAMAT TILILA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	1 000	100 000	100,00			
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					**8 288 445**	**166 667**	**8 121 778**
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	175 728		175 728
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	174 631	174 631	
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	150 328	150 328	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	72 553		72 553
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	4 868	214 747 477 EUR	2,10	49 311		49 311
BOURSE DE CASABLANCA	BOURSE DES VALEURS	310 014	387 517 900	8,00	31 373		31 373
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
MAROC NUMERIC FUND II	FONDS D'INVESTISSEMENT	78 431	40 000 000	19,61	3 922		3 922
SEAF MOROCCO GROWTH FUND		60 000	72 000 000	8,33	3 006		3 006
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	28 697		28 697
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	470 816 000 USD	0,064	2 950		2 950
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	987 316 000 USD	0,03	2 870		2 870
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE					**726 761**	**340 243**	**386 517**
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	442 817 300	6,44	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	832 458	799 673 700	10,41	96 807		96 807
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	DISTRIBUTION AUTOMOBILE	846 892	630 000 000	13,44	91 359		91 359
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	94 000	12 927 015 EUR	3,64	9 091	3 943	5 148
SOGEPOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	22 563	50 000 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	803	100 000 000	4,02	803		803
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	8 013	10 000 000	8,01	801		801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	DÉVELOPPEMENT LOCAL	5 000	31 000 000	1,61	500		500
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500	500	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	1 922	75 000 000	0,64	481		481
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	11 326 800	1,59	180		180
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	24		24
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800	0,00	2		2
RISMA	TOURISME	10	1 432 694 700	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					**378 527**	**9 836**	**368 691**
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
MORAD IMMO					376 433		376 433
O TOWER					47 898		47 898
IT INTERNATIONAL SERVICE ITIS					52 572		52 572
AKENZA IMMO					46 791		46 791
SUX HILL SECONDO					48 555		48 555
SAISS IMMO NEJMA					42 936		42 936
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
SUX HILL PRIMERO					25 691		25 691
SUX HILL TERCIO					14 960		14 960
MARTCO					1 500	1 500	
SIÈGE G.P.B.M.					723		723
ALLICOM MAROC					552	552	
HANOUTY					1 615		1 615
MOHIT IMMO					3 838		3 838
FARACHA IMMO					299 142		299 142
NEJIMI IMMO					60 218		60 218
KRAKER IMMO					53 432		53 432
NOUACER CITY IMMO					9		9
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					**1 586 509**	**2 052**	**1 584 457**
TOTAL GÉNÉRAL					**11 270 230**	**550 908**	**10 719 322**

Sont assortis de la mention "Néant" pour l'exercice 2018, les états suivants :

- **Etat des dérogations ;**
- **Etat des changements de méthodes ;**
- **Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.**

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا
ⵜⴰⵏⴽⴰ ⵜⴰⵎⵔⴰⴽⵉⵜ ⵏ ⵓⴼⵔⵉⵇⵢⴰ